



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 25 JANVIER 1987

N° 158

PRIX : 3 FR\$



## MAURITANIE

LE MIRACLE

DES GALONNES

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 3

- Sénégal : Un dirigeant qui se croit irremplaçable.

Pages 4 et 5

- Tchad : Habré veut consolider son régime au moyen de la guerre.

Page 6

- Des pratiques néfastes à combattre.

Page 7

- Cameroun : Un jeune loup a le vent en poupe.

Page 8

- La grève des cheminots: un exemple à suivre.

Pages 9 à 11

- Il y a 75 ans naissait l'ANC.

ABONNEMENT

France : 1 an

- Pli ouvert : 55 FF

- Pli fermé : 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

ADRESSE

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MAURITANIE : LE MIRACLE DES GALONNES

Les 19 et 26 Décembre derniers ont été organisées en Mauritanie des élections municipales. Ce sont les premières du genre qui ont eu lieu depuis que ce pays a accédé à l'indépendance, il y a 26 ans.

Les galonnés ont décidé que seules les 13 capitales régionales auraient droit à participer aux votes. Quatre listes dites "apolitiques" ont été présentées, et pour faire croire que l'armée est complètement en "dehors" de ces élections et qu'elle est "neutre", les dirigeants ont interdit à tout militaire de faire partie des listes électorales.

Voilà ce qui est présenté en Mauritanie comme une "véritable révolution" et que certains journalistes n'hésitent pas à qualifier de "miracle".

Il faut croire que pour produire un tel "miracle", Ould Taya n'a pas eu trop à se casser la tête. Car en matière de simulacre électoral il n'a même pas osé faire ce que ses voisins dictateurs présentent comme le summum de la démocratie, à savoir des élections législatives et présidentielles avec des résultats connus à l'avance puisque c'est rare qu'ils soient inférieurs à 99,99%.

Eh bien non, les électeurs mauritaniens n'auront même pas ce privilège-là! Mais tout de même, quelle mouche a piqué les militaires mauritaniens, eux qui se sont jusqu'à nos jours moqués d'organiser même un semblant d'élection, pour vouloir aujourd'hui faire élire des maires?

Est-ce pour donner un peu de place aux notables "civils" à côté des militaires qui ont monopolisé toutes les places de l'appareil d'Etat et qui font des jaloux parmi les civils? Ce n'est pas impossible.

En temps de crise économique, au moment où le pays est endetté jusqu'au cou et subit le diktat de l'impérialisme qui par l'intermédiaire du FMI demande aux dirigeants de faire serrer encore plus la ceinture à la population, les galonnés ont certainement cru bon d'avoir quelques alliés civils de plus dans leur camp.

Alors avec ces élections municipales, les militaires vont faire quelques heureux de plus parmi les politiciens civils. Mais pour l'écrasante majorité de la population, c'est certainement la misère qui va s'aggrandir, car les dirigeants se préparent à leur faire subir des sacrifices supplémentaires.

... / ...

Quant au "processus de démocratisation" dont parlent les galonnés de Nouakchott, ce ne sont que des mots qui tout au plus serviront à améliorer "l'emballage" du régime pour être conforme à la norme par rapport aux autres régimes africains. La démocratie, même dans son sens le plus limité, à savoir la liberté d'opinion, la liberté de créer des partis politiques et des syndicats, les pauvres de la Mauritanie, comme d'ailleurs les pauvres des autres pays économiquement pauvres, ils ne l'auront véritablement que si eux-mêmes se battent pour l'obtenir.

Nos dictateurs, même quand ils s'amuseent comme Abdou Diouf par exemple à jouer les démocrates, ce n'est que de façon dérisoire. Ils acceptent des "opposants" à leur régime tant que ceux-ci ne mettent pas leur régime en danger. Et cette démocratie-là d'ailleurs ne concerne que l'élite des villes. La majorité de la population en est, par la force des choses, écartée.

Les pauvres, s'ils veulent un régime qui leur donne le droit de s'exprimer, s'ils veulent un régime qui représente vraiment leurs intérêts, ils n'ont pas d'autre choix que de s'organiser pour bâtir eux-mêmes leur propre pouvoir. Le seul pouvoir qui soit réellement démocratique pour les pauvres, c'est le pouvoir qu'ils auront créé eux-mêmes et qu'ils contrôleront les armes à la main.

#### SENEGAL : UN DIRIGEANT QUI SE CROIT IRREEMPLACABLE

Au récent congrès du PS, des journalistes ont interrogé Abdou Diouf au sujet des rumeurs concernant son éventuelle candidature à la tête de l'ONU.

Nous ne savons pas si, grisé par le succès qu'il aurait eu quand il était président de l'O.U.A., c'est Abdou Diouf lui-même qui était à l'origine de telles rumeurs. En tout cas, la question qu'on lui a posée lui a paru tout à fait opportune. Et il en a profité pour déclarer : "ce serait un crime de haute trahison et de lâcheté que d'abandonner le Sénégal dans une conjoncture économique difficile pour des tâches plus faciles."

Abdou Diouf pense qu'il est tellement indispensable au Sénégal que la population serait désespérée s'il cédait sa place à quelqu'un d'autre. C'est vraiment une manie chez les dirigeants (même s'ils sont incapables) de croire qu'ils jouent un rôle tout à fait exceptionnel et qu'ils sont irremplaçables.

Eh bien qu'Abdou Diouf sache qu'il n'est pas si indispensable que cela, pas plus qu'un autre d'ailleurs. Si ça lui chante d'aller à New-york siéger à l'ONU, grand bien lui fasse. On se passera de lui au Sénégal.

## TCHAD : HABRE VEUT CONSOLIDER SON REGIME AU MOYEN DE LA GUERRE

La reprise de la guerre dans le Nord du Tchad aurait fait plusieurs centaines de morts et de blessés rien qu'au cours de la bataille de Fada au début de ce mois. Des communiqués de victoire dans lesquels il était question de "débandade" ou de "fuite en avant" de "l'occupant libyen", se sont multipliés ces dernières semaines à N'Djaména. Certaines localités, notamment celles de Fada et Zouar seraient reprises par les forces gouvernementales tchadiennes.

Au-delà des chiffres exagérés des communiqués militaires évidemment favorables à celles-ci, au-delà de la fanfaronnade enfantine du journal gouvernemental "Info-Tchad", il est possible que tous ces cris de joie reflètent un avantage réel sur le terrain. C'est le contraire qui serait surprenant si l'on tient compte du fait qu'en plus de leurs aides militaires dont le régime de N'Djaména a déjà bénéficié, les Etats-Unis et la France envoient quotidiennement ces derniers temps au régime en place des tonnes d'engins de mort. A cela s'ajoutent l'envoi de près de 1 500 soldats français selon certains journaux et 15 millions de dollars américains d' "aide d'urgence".

Pour obtenir de leurs protecteurs américains et français un accroissement d'aides, les autorités tchadiennes ont présenté la guerre du Tchad comme un conflit opposant celui-ci uniquement à un pays "envahisseur", la Libye. Pour ces autorités, il n'y a plus d'opposants tchadiens.

Par exemple le CDR, principale composante de l'ex-GUNT (ancienne coalition des forces d'opposition) n'existe plus. Ces autorités n'admettent l'existence des opposants que le jour où ceux-ci se rallient à elles. Il en était ainsi des FAP (Forces armées de Goukouni) lors de leur rapprochement avec N'Djaména, à la suite de leurs déboires avec leur protecteur d'hier Kadhafi.

Alors les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) renforcées par celles de Goukouni sont en train de voler de victoire en victoire ? Peut-être. Mais dans ce cas, est-il vraiment nécessaire d'organiser des manifestations de soutien au gouvernement comme l'a fait le 8 janvier le ministre de la Justice par exemple à Pala dans le Sud, ou comme l'ont fait d'autres dignitaires à Abéché, dans l'Est ou encore à N'Djaména ?

Ce genre de manifestations qui font appel au "sentiment national" et au "patriotisme" des populations ne visent qu'un objectif politique : donner un caractère "national" à la guerre en créant une sorte d'unanimité derrière le gouvernement dictatorial de Habré qui a bien besoin d'élargir sa base sociale.

En effet, depuis 5 ans que Habré s'est imposé au pouvoir grâce à l'impérialisme, il s'est appuyé essentiellement sur son ethnie pour réprimer sauvagement toute tentative de révolte des populations. La guerre actuelle qu'il présente comme une guerre contre l' "occupation libyenne" pourrait être un moyen d'apparaître comme un défenseur de la "patrie" et de faire oublier ses crimes passés.

Cela est si évident que même ici dans l'immigration, les partisans du parti unique de Habré ont envoyé des lettres aux Tchadiens leur demandant d' "envoyer un télégramme ou message de soutien au peuple tchadien dans sa lutte contre l'occupation libyenne (par l'Ambassade qui transmettra)". Mais il se trouve des Tchadiens qui, soit par naïveté soit par calcul personnel, abordent le problème dans le même sens et prétendent que, même si on condamne le régime dictatorial de Habré, on ne peut qu'être d'accord avec celui-ci dans sa lutte pour recouvrer " l'intégrité territoriale".

Le moins qu'on puisse dire est que ces gens ont vraiment la mémoire courte. En 1973, quand Kadhafi hissait le drapeau libyen sur la partie extrême-nord du Tchad appelée "bande d'Aouzou", Habré et d'autres dirigeants de la Deuxième Armée ( une tendance du Frolinat ) étaient présents et applaudissaient des deux mains.

C'est bien des années plus tard que Habré allait se retourner contre son protecteur libyen quand il a découvert qu'en s'opposant à celui-ci il pouvait bénéficier, de la part de certains pays africains et arabes ( hostiles à Kadhafi ), et surtout de la part de la France et des U.S.A, une aide autrement plus efficace pour arriver au pouvoir et s'y maintenir.

Il est donc clair que la guerre actuelle n'est, pour Habré, qu'un moyen opportun pour tenter de consolider son régime. S'il se trouve des étudiants ou des intellectuels pour croire qu'il s'agit de défendre la "patrie", c'est leur affaire. En tout cas Habré, lui, n'y croit pas.

Et puis, même s'il s'agissait de défendre les "frontières nationales", qu'est-ce que les populations tchadiennes y gagneraient ? Celles-ci vivraient-elles mieux et jouiraient-elles d'un minimum de libertés si, au prix de leur sang et de leurs vies, elles arrivaient à "reconquérir" quelques territoires de sable ?

Pendant les vingt années de guerre au Tchad, les populations ont été rançonnées, humiliées et massacrées par tous les gouvernements - passés et présent. Les dirigeants actuels continuent à afficher leur mépris et le seul langage qu'ils connaissent est la répression.

Dans ces conditions, la seule guerre juste pour les travailleurs, les paysans, les opprimés tchadiens est celle qui consiste à prendre les armes contre leurs oppresseurs, contre leurs propres dirigeants. Et dans une telle guerre, ils n'auront aucun intérêt à tenir compte des frontières tracées par l'impérialisme pour diviser les peuples.

Au contraire, ils devraient lancer un appel aux populations pauvres des autres pays - y compris la Libye, pour s'unir dans un combat commun contre tous les oppresseurs et exploités. C'est en s'engageant dans cette voie seulement qu'ils pourront briser leurs chaînes et prendre eux-mêmes leur sort en mains.



## DES PRATIQUES NEFASTES A COMBATTRE

En Côte d'Ivoire, on parle un peu plus ces derniers temps des histoires de fétiches ou autres charlatanismes, au point que "Fraternité Matin", journal gouvernemental, consacre des pages à certains faits.

On apprend ainsi qu'un homme trouvé en possession d'une tête humaine, affirme que c'est pour faire des fétiches. Selon lui, c'est un fonctionnaire, haut placé dans l'administration ivoirienne, qui a commandé cette tête. On apprend également que le ministre des Sports s'est élevé contre les joueurs de foot-ball qui auraient eu recours au gri-gri dans l'espoir de gagner les matchs.

Ces pratiques et ces crimes ne sont pas, hélas, que des faits divers. Ce que relate "Fraternité Matin" n'est qu'une infime partie de la réalité, d'ailleurs pas seulement en Côte d'Ivoire.

En effet, dans toute l'Afrique, il est courant de se rendre chez un marabout pour un gri-gri dans le but de trouver du travail; on va chez un charlatan multiplicateur des billets de banque; on raconte même que des ministres ont payé un sorcier à la veille d'un remaniement ministériel pour conserver leur porte-feuille ou pour avoir un ministère plus important, etc...

A une échelle plus grande, on a vu, pendant la grande sécheresse, des marabouts des pays du Sahel organiser des grandes prières pour implorer Allah de lâcher quelques gouttes de pluie.

Les fétiches, les gris-gris ou autres amulettes font partie des croyances religieuses, animistes ou autres qui sont profondément ancrées dans la société africaine; ces croyances y sont si profondément ancrées au travers des vieilles traditions; elles sont si intimement liées à la misère et à l'arriération économique de nos pays que pour les faire disparaître, il faut une transformation profonde de la société; il faut une révolution. Et d'ailleurs, même dans ce cas-là, elles ne disparaîtront que progressivement. Les mentalités ne se transformeront que lorsque les conditions de vie auront vraiment été modifiées.

Bien sûr que pour cette tâche, il ne faut pas compter sur nos dictateurs d'Afrique. Même le simple fait d'utiliser les moyens à leur disposition (radio, télé, presse, école) pour soustraire un tout petit peu les populations de l'obscurantisme, de l'influence néfaste de ces religions qui prêchent la patience et l'accommodement à l'ordre établi, eh bien cela semble exiger d'eux d'énormes efforts, ils ne le font pas.

Même quand il leur arrive d'utiliser ces moyens-là pour expliquer comment sont formés la terre, les astres, l'origine de l'homme, etc..., ils ne vont pas jusqu'à remettre en cause le pouvoir qu'ont les marabouts, les féticheurs ou autres sorciers sur les populations. Et pour cause!

Car nos dictateurs s'appuient sur ces gens-là pour faire accepter le sort des populations comme une fatalité, pour que celles-ci ne se révoltent pas contre l'ordre bourgeois. Parce qu'un peuple éduqué, éclairé, ayant conscience des réalités peut se révolter contre les régimes qui l'oppriment; il risque de s'attaquer à tout ce qui va à l'encontre de ses intérêts.

## CAMEROUN : UN JEUNE LOUP A LE VENT EN POUPE

Un homme d'affaires camerounais, James Onobiono, fait patler de lui ces derniers temps. A 36 ans, il est à la tête d'un groupe industriel et financier privé. Ce qui est rare en Afrique. Et récemment, il vient d'acheter la Bank of America-Cameroon, la filiale de la grande banque américaine. Jeune-Afrique-Economique l'a élu "l'entrepreneur africain de l'année".

Son groupe industriel se compose de trois sociétés : La FAEM (société de fabrication d'appareils électroménagers), la SITABAC (Société industrielle des tabacs du Cameroun) et BAREC TP (société de réalisation en bâtiments, constructions et travaux publics). En plus de la Banque of America-Cameroon qu'il vient d'acheter, il est actionnaire dans la CNA (Compagnie nationale d'assurances). Il est aussi à la tête d'environ un millier de salariés.

James Onobiono fait partie des jeunes loups du gouvernement de Biya. Il y a deux ans, en 1985, il a été élu membre du comité central du RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais), le parti unique de Biya. Son allégeance au dictateur en place a dû lui faciliter la tâche.

En se payant une filiale d'une banque américaine, ce monsieur a dû réjouir le coeur de toute une frange de la petite bourgeoisie qui rêve de réussite personnelle. C'est certainement une fierté pour un bourgeois nationaliste que de voir des hommes comme James Onobiono réussir.

Seulement voilà; les richesses de ce monsieur ne sont pas tombées du ciel. Elles viennent de l'exploitation des ouvriers qui travaillent dans ses usines. Dans l'usine FAEM, au-dessus de la tête des ouvriers, sont affichés des panneaux sur lesquels est marqué : "la qualité, c'est bien faire du premier coup". IL faut entendre par là que les ouvriers doivent travailler bien et surtout vite au détriment de leur santé, et tout cela pour des salaires minables.

Alors la réussite de ce monsieur "new-look" que l'on surnomme le Bernard Tapie camerounais, il la doit à l'exploitation des travailleurs. Et de ceux-ci, on ne parle pas du tout. James Onobiono fait partie de cette caste d'hommes d'affaires africains qui détiennent les richesses. C'est cette bourgeoisie composée d'hommes d'affaires, de grands commerçants ou des commis des sociétés capitalistes que nos gouvernements protègent.

Oh, comparés aux grands bourgeois des pays riches, les bourgeois africains font figure de petits commis, mais ce sont tout de même des bourgeois en chair et en os et la richesse qu'ils étalent est d'autant plus visible, d'autant plus révoltante car elle est entourée d'un océan de misère.

Et ces bourgeois-là, même quand ils ne servent que d'intermédiaires entre les bourgeoisies des pays riches et les populations pauvres des pays pauvres, même s'ils ne ramassent au passage que ce que l'impérialisme veut bien leur laisser, ils tirent leurs richesses de l'exploitation éhontée des travailleurs et de petits paysans. Et ils sont d'autant plus arrogants, d'autant plus durs envers les pauvres qu'ils tirent leur richesse en vidant les poches de ceux-ci qui n'ont déjà rien.

## LA GREVE DES CHEMINOTS : UN EXEMPLE A SUIVRE

La grève des cheminots qui a duré de trois à quatre semaines selon les secteurs est non seulement une des plus longues dans l'histoire de la SNCF ; elle présente également un aspect nouveau : l'apparition des coordinations nationales mises en place par les grévistes pour unifier, à travers tout le pays, le mouvement gréviste.

Partie de la "base", propulsée par les conducteurs des trains, la grève s'est étendue aux catégories de cheminots. Les grévistes exigeaient notamment une augmentation de salaire (700 FF pour tous), l'amélioration des conditions de travail et l'obtention, au bout de 12 ans de travail, du grade de T5 (le plus haut grade chez les conducteurs de trains) et retrait de la nouvelle grille de salaire qui favorisait l'avancement au mérite au détriment de l'ancienneté. Pour appuyer ces revendications principales, les travailleurs de la SNCF n'ont compté que sur eux-mêmes ; tout comme ils ont démarré la grève et l'ont étendue aux autres travailleurs.

En effet, à travers cette grève, les travailleurs de la SNCF ont montré aux autres travailleurs des secteurs publics et privés qu'il est possible, sans l'aide des syndicats, de se mettre en grève localement, de l'étendre par leurs propres moyens, et cela, dans tout le pays.

En s'organisant à part, à côté des appareils syndicaux réformistes, les travailleurs ont montré qu'ils en ont assez des journées d'actions sans lendemain lancées par la CGT, la CFDT ou autres. Les travailleurs ont raison de se méfier des dirigeants syndicaux qui se servent d'eux comme troupes pour leurs intérêts d'appareils.

Mais cette grève démarrée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes, ne s'est pas faite toute seule ; elle n'est pas tombée comme ça du ciel. Elle a été voulue ; elle a été préparée. En effet, la grève des cheminots fait suite aux précédentes luttes revendicatives menées par des militants révolutionnaires soucieux de défendre les intérêts de la classe ouvrière et de lui donner les moyens de s'organiser efficacement. Et cela s'est remarqué à la SNCF avec une forme particulière d'organisation de la lutte : auto-organisation des travailleurs sous forme spéciale de "comités de grève" avec tentative d'expansion du mouvement aux travailleurs des autres secteurs.

Cette forme de lutte, avec l'exemple récent de la grève des étudiants et lycéens a fini par être bénéfique à la classe ouvrière. Mais enfin de compte ce sont les appareils syndicaux qui, dans l'ensemble, ont récupéré et dirigé le mouvement car les coordinations trop faibles n'avaient pas le poids nécessaire pour attirer vers elles tous les travailleurs de la SNCF ; elles étaient trop faibles pour s'opposer aux puissants appareils syndicaux répartis dans tout les pays. Et le mouvement gréviste des cheminots ne fut pas victorieux. Les dirigeants syndicaux ont su combiner pour, par-ci émietter le mouvement, par-là appeler subtilement d'abord, puis ouvertement à la reprise du travail sans que les grévistes n'obtiennent satisfaction.

Les cheminots n'ont donc pas gagné à cause sans doute des syndicats, mais aussi du corporatisme. Le corporatisme, en effet, a été cultivé pendant des années au sein de la classe ouvrière par les syndicats et il est difficile à des travailleurs en lutte de s'en débarrasser ; ils n'ont pas l'habitude d'aller frapper à la porte du voisin pour le faire débrayer.

Alors oui, la grève n'a rien donné, mais les travailleurs ont au moins appris à s'organiser tout seuls ; ils ont eu conscience que la base pouvait décider une grève, l'étendre, et même en prendre réellement le contrôle. C'est là le principal acquis de la grève des cheminots.



## IL Y A 75 ANS NAISSAIT L'ANC

L'ANC (African National Congress), la principale organisation d'opposition à l'apartheid célèbre aujourd'hui son 75<sup>ème</sup> anniversaire. Loin d'avoir été anéanti par la répression systématique des tenants de l'apartheid, l'ANC, même interdit depuis 25 ans, a réussi dans la clandestinité non seulement à survivre mais à s'implanter encore plus largement au sein de toutes les couches de la population noire.

Et aujourd'hui, avec la nouvelle flambée de violence qui a gagné les "townships" (villes noires des banlieues), l'ANC montre qu'il est bien présent et que c'est en effet lui qui dirige politiquement le mouvement de masse contre le régime de Botha.

C'est en 1912 que l'ANC est né sous le nom de South African Native Congress. Ce sont des notables et des "élites" noires constituées par des médecins, des avocats, des enseignants, des journalistes, qui ont pris l'initiative de ce mouvement qui n'était aucunement destiné à révolutionner la société sud africaine, mais tout simplement à revendiquer pour les quelques rares privilégiés noirs les mêmes droits que ceux des privilégiés blancs.

Leur première méthode de lutte était la lutte non violente à l'instar de celle que Gandhi avait préconisée sous la forme de "désobéissance civile". C'est après le massacre de Shaperville que fut créée la branche armée de l'ANC, l'Umkhonto We Sizwe (le fer de lance de la nation) qui se donne comme objectif d'organiser des actions de sabotage.

La répression du régime va alors s'abattre féroce sur les opposants. L'ANC va être interdit et ses dirigeants, dont Nelson Mandéla, arrêtés et emprisonnés à vie.

Dans les années 70, la contestation va de nouveau apparaître, plus particulièrement au sein de la jeunesse des townships. En juin 1976, à la suite de la mort d'un jeune manifestant de 13 ans tué par la police à Soweto, ce fut une explosion de colère qui gagna une grande partie du pays. Une série de grèves et d'émeutes vont ébranler ce régime barbare comme jamais dans son histoire il ne l'a été. Et Soweto deviendra le symbole de la lutte contre l'apartheid.

Et de nouveau depuis le début des années 80, la contestation monte dans les townships. De nombreuses émeutes ont éclaté. Les jeunes chômeurs et les jeunes écoliers n'ont plus peur d'affronter la police et l'armée. Les collaborateurs noirs de l'apartheid, c'est-à-dire les conseillers municipaux, les mouchards et les hommes de basses besognes n'arrivent plus à faire la loi dans les bidonvilles. Certains d'entre eux ont pris la fuite avec leurs familles. D'autres ont été lynchés, leurs maisons brûlées.

Visiblement, la population noire des bidonvilles n'est plus prête à accepter la tête baissée la dictature de la minorité blanche. Et la politique de l'ANC dans la situation présente consiste à encadrer ce vaste mouvement de masse et à lui donner une orientation politique.

Le problème pour les populations pauvres des bidonvilles est que cette politique préconisée par les dirigeants de l'ANC n'est pas du tout celle qui correspond aux intérêts des pauvres. Ce que veut l'ANC, c'est qu'en Afrique du Sud il y ait un pouvoir semblable à ceux qui existent dans les autres pays du continent. C'est-à-dire un pouvoir où les bourgeois noirs auraient le droit d'exploiter les ouvriers noirs et d'être à la direction de l'Etat.

Les dirigeants de l'ANC ne cachent d'ailleurs pas leurs ambitions d'être les représentants naturels de la population noire auprès des dirigeants de l'impérialisme, comme auprès des dictateurs africains. Oliver Tambo, le dirigeant actuel de l'ANC n'arrête pas de faire des tournées à travers les capitales pour rencontrer les grands de ce monde. Dans les capitales africaines, il est accueilli par nos dictateurs comme un des leurs.

Oui, ce que veut l'ANC, ce n'est ni plus ni moins que ce que voulaient les dirigeants nationalistes africains lorsqu'ils se battaient contre le colonialisme. Ce n'est pas la fin de l'exploitation qu'ils veulent mais la fin de la domination de la minorité blanche.

Aujourd'hui en Algérie, en Angola comme dans les autres pays où les peuples se sont battus les armes à la main pour l'indépendance, derrière les mouvements nationalistes, on est obligé de constater que le sort des pauvres n'a pas du tout changé. Ceux qui ont gagné quelque chose, ce sont les petits bourgeois et les bourgeois locaux car en accédant au pouvoir, ils ont accédé à la possibilité d'exploiter à leur tour les pauvres en prenant la place d'intermédiaire entre l'impérialisme et leurs populations.

C'est la même chose que prépare l'ANC en Afrique du Sud. Seulement le pouvoir en place n'est pas prêt à lui céder cette place. L'impérialisme non plus d'ailleurs n'est pas pressé de voir l'ANC à la direction de l'Etat sud-africain.

Même si Reagan parle de faire pression sur les tenants de l'apartheid pour que ceux-ci assouplissent leur régime, il ne le fait que du bout des lèvres en se contentant par exemple d'envoyer un ambassadeur noir auprès de Botha, ou en faisant rencontrer les dirigeants de l'ANC par ses secrétaires.

Ce qui gêne l'impérialisme, ce n'est pas le "radicalisme" de l'ANC, car celui-ci n'est pas plus radical que d'autres mouvements nationalistes que l'impérialisme a connus dans le passé. Le problème ce qu'en Afrique du Sud, il y a 5 millions de Blancs qui sont prêts à défendre avec bec et ongles le régime de l'apartheid avec lequel ils ont lié leur sort.

Alors, aux yeux de l'impérialisme, ce régime même minoritaire, même s'il déclenche des haines et des révoltes, est certainement encore ce qui peut défendre au mieux ses intérêts; et il est prêt, de le soutenir même s'il le critique.

Les grands bourgeois blancs d'Afrique du Sud comme la bourgeoisie impérialiste, eux, la ségrégation dans les trains, dans les jardins publics ou dans les salles de cinéma, ça ne leur fait ni chaud ni froid. Eux, de toutes façons, ont de l'argent pour vivre ailleurs que là où s'entassent les pauvres. Les gens comme Openheimer, le magnat du diamant, qui est à la tête d'un trust international, peuvent même se permettre de critiquer ouvertement l'apartheid.

L'apartheid, c'est le cadeau qu'ils font aux autres petits blancs, à ceux que rien d'autre ne protégeraient, de tomber dans le prolétariat, s'il n'y avait pas les lois pour les en protéger dans une certaine mesure, à cause de la couleur de leur peau.

Alors, ces petits blancs sont prêts à prendre les armes pour défendre l'apartheid si jamais leurs intérêts sont mis en cause. Mais malgré cette base sociale, malgré l'appareil de répression de loin le plus efficace et le plus sophistiqué d'Afrique, malgré l'appui de l'impérialisme, le régime de l'apartheid est voué à disparaître, car il ne peut pas éternellement opprimer un peuple.

... / ...

Pour se débarrasser de l'apartheid, il faudra certainement que les pauvres fassent des sacrifices considérables. Mais pour que ces sacrifices ne soient pas consentis simplement dans la perspective de remplacer les Botha blancs par des Botha noirs tels que des Mobutu ou des Houphouët, il faut que dès maintenant les pauvres apprennent à s'organiser indépendamment des couches privilégiées.

Le prolétariat d'Afrique du Sud est de loin le prolétariat le plus puissant d'Afrique. Il a montré à maintes occasions et il montre toujours, à travers ses luttes, qu'il a un rôle fondamental à jouer dans la lutte contre l'apartheid.

Les organisations nationalistes comme l'UDF (Front Démocratique Uni) qui est en fait la branche légale de l'ANC et qui regroupe plusieurs centaines d'associations voudraient englober dans ce vaste front les organisations syndicales ouvrières.

Les nationalistes bourgeois disent en l'occurrence aux ouvriers: "nous avons un ennemi commun qui est l'apartheid. Il faut que nous fassions un front commun pour gagner la première étape. Une fois que nous en aurons fini avec l'apartheid, nous allons régler nos problèmes entre nous. Mais pour le moment il ne faut pas chercher à diviser la population noire."

Ce langage-là, les pauvres l'ont déjà entendu plusieurs fois dans le passé, dans les autres pays. Mais nulle part les pauvres n'ont vu leur sort changer. Ils ont été trompés. Partout c'est la dictature, la misère et l'humiliation pour la grande majorité.

Alors, pour que l'expérience amère des autres peuples serve de leçon aux pauvres d'Afrique du Sud; pour qu'ils ne soient pas trompés demain, il faut que dès aujourd'hui le prolétariat soit organisé.

Et le drame en Afrique du Sud, c'est que ce prolétariat si puissant n'a pas encore sa propre organisation politique révolutionnaire. Cette absence d'organisation prolétarienne révolutionnaire fait terriblement défaut à la classe ouvrière sud-africaine; et d'ailleurs pas seulement à la classe ouvrière sud-africaine mais à celle de l'ensemble du continent.

Car le combat de la classe ouvrière de ce pays pourrait ouvrir une brèche extraordinaire dans le continent africain, et donner ainsi un exemple aux prolétariats des autres pays. En tout cas la lutte du prolétariat en tant que classe est la seule perspective qui aille dans le sens des intérêts des pauvres.

\* \* \* \* \*

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.